

# Rapport du 2<sup>e</sup> Sommet sur l'éducation postsecondaire de langue française en Alberta

Juin 2024



## Mise en contexte

En 2022 paraissait le bilan des états généraux sur le postsecondaire en contexte francophone minoritaire. Cette initiative conjointe entre l'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne (ACUFC) et la fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA) visait à faire le point sur les défis que rencontre le milieu postsecondaire en situation minoritaire et à offrir des pistes de solutions sous forme de 32 recommandations adoptées par les partenaires.

Le 2<sup>ème</sup> sommet sur l'éducation postsecondaire de langue française en Alberta, qui s'est tenu à Edmonton les 18, 19 et 20 avril 2024, s'inscrit dans l'esprit des états généraux et répond de façon plus spécifique à la recommandation 24 : **Que les établissements postsecondaires en contexte francophone minoritaire et les organismes des communautés francophones en situation minoritaire prévoient des mécanismes permettant d'arrimer leurs actions et leurs objectifs respectifs visant à favoriser l'épanouissement des communautés.**

Résultat d'un partenariat entre l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) et le Campus Saint-Jean de l'Université de l'Alberta, le 2<sup>e</sup> Sommet offrait aux participants une première journée de réflexion académique et une seconde journée de réflexion communautaire. Le présent rapport offre un très rapide survol de la première journée, pour se concentrer ensuite sur les résultats des discussions thématiques qui se sont déroulées durant la journée de réflexion communautaire.

La première journée a débuté de façon très appropriée par une présentation du juriste François Larocque, de la chaire de recherche sur le monde francophone et les droits et enjeux linguistiques de l'Université d'Ottawa. Il est allé droit au cœur du problème en tentant de répondre à la question suivante : *y a-t-il un droit constitutionnel à l'éducation postsecondaire en français en contexte minoritaire?*

Quiconque s'intéresse - même de loin - aux questions linguistiques au Canada saisit à quel point l'enchâssement de la Charte canadienne des droits et libertés dans la constitution canadienne, en 1982, a profondément transformé les enjeux de gouvernance scolaire des minorités de langue officielle au pays. Toute une jurisprudence et une herméneutique d'interprétation très généreuse découle des nombreuses causes portant sur l'article 23 de la Charte qui se sont rendues en cour suprême depuis 42 ans. C'est en examinant cette jurisprudence que François Larocque soulève la problématique de l'égalité réelle entre les possibilités de vie en anglais et en français, et offre cette réponse à la question posée: **peut-être.**

Et cette réponse arrive à point. Depuis 2018, la plupart des institutions postsecondaires de langue française en situation minoritaire sont en crise : problèmes de financement (Sudbury, Campus Saint-Jean, etc.), promesses brisées (université francophone de l'Ontario), pandémie dont les répercussions traumatiques se font encore sentir autant sur le corps étudiant que dans les institutions postsecondaires qu'il fréquente, inflation galopante, baisse de fréquentation, etc. Il est de plus en plus clair que les enjeux de l'éducation postsecondaire en contexte minoritaire constituent l'avant-garde des prochaines batailles linguistiques au pays.

Les présentations offertes durant cette journée furent trop nombreuses et trop diverses pour que nous puissions nous permettre de toutes les résumer ici. Mais il y en a deux qui ont résonné de façon particulière pour les participants à la journée de réflexion communautaire.

La première a mis en lumière un concept de première importance dans le dossier postsecondaire : celui du 'par et pour' (la communauté). En effet, Stéphanie Chouinard, professeure de science politique au Collège militaire royal et à *Queen's University*, a démontré de façon magistrale que les relations entre la communauté minoritaire et 'son' institution postsecondaire ne sont absolument pas les mêmes que celles d'une institution de la majorité. Elles sont plus organiques, plus ancrées dans une histoire commune et les deux partenaires doivent apprendre à mieux collaborer pour atteindre leurs objectifs. C'est la situation qui existe entre la communauté albertaine et le Campus Saint-Jean.

Le mot de la fin de cette première journée est revenu à Valérie Lapointe-Gagnon, professeur d'histoire au Campus Saint-Jean et présidente de l'ACFAS-Alberta. Elle a l'existence d'une cohabitation difficile entre le refus du bilinguisme qui caractérise la culture politique albertaine, et l'éducation post-secondaire en français dans cette province. En utilisant des exemples du passé pour éclairer la situation actuelle, elle a rappelé que le danger de rendre invisible la communauté francophone par une occultation de son histoire est un danger toujours présent.

## Rapport de la Journée de réflexion communautaire

La journée de réflexion communautaire du 20 avril 2024 était organisée par l'ACFA. Un grand nombre de représentants de divers organismes, de la province et d'ailleurs, se joignaient à des représentants scolaires et d'autres du Campus Saint-Jean pour réfléchir sur la question du jour. Les discussions ont été divisées en trois thématiques principales :

1. L'offre de programmes collégiaux et universitaires, incluant la formation continue;
2. L'expérience étudiante;
3. La promotion, le recrutement et les barrières à l'accès.

Les organisateurs ont développé un processus par lequel pour chaque thématique, les participants changent de table, offrant ainsi la chance de créer de nouveaux groupes de discussion. Un membre de l'organisation était présent à chaque table pour agir en tant que secrétaire et transcrire l'essentiel des suggestions émises par les participants.

Dans un souci de synthétiser l'ensemble des interventions des participants, nous avons identifié dans la première partie ci-bas les grandes orientations en compilant les réponses offertes à toutes les questions, tous thèmes confondus, pour éviter les redites et identifier les consensus les plus évidents.

Dans une deuxième partie, nous avons regroupé les réponses par thèmes, en identifiant celles qui revenaient les plus souvent.

## PARTIE 1 : LES GRANDES ORIENTATIONS

### AUGMENTER LA DIVERSITÉ DE L'OFFRE

En termes de programmes, tous niveaux confondus (universitaire, collégial ou éducation continue), huit grands domaines de formation ont été identifiés comme étant prioritaires :

1. Au niveau collégial : les formations en **métiers** : charpenterie, menuiserie, soudure, mécanique, etc., des programmes développés et offerts en collaboration avec les écoles secondaires (doubles crédits) dans le but d'obtenir le *Sceau Rouge*. On donne l'exemple du Collège Mathieu, en Saskatchewan, qui offre un cours de soudure dont les inscriptions annuelles atteignent 80.
2. **L'informatique** (bureautique, programmation, intelligence artificielle (IA), *Machine Learning*, cybersécurité, etc.). Aucune formation en français n'est disponible en Alberta présentement. L'université de Saint-Boniface offre un diplôme en technologies de l'information.
3. Toutes les **carrières périphériques en éducation**: aide spécialisée, orthophonie, orthopédagogie, aide pédagogique, adaptation scolaire, conseillers scolaires, récréologie, animation culturelle, aide aux élèves.
4. Les formations en **droit et carrières périphériques** : *Common Law* en français, technique juridique, médiation, parajuristes, greffiers, etc.
5. Les carrières en **communications et RH** : marketing, relations publiques, journalisme, médias, comptabilité et gestion des ressources humaines. L'université de Saint-Boniface offre un baccalauréat en communication multimédia.
6. Plusieurs personnes ont indiqué que les forces de la province se retrouvent dans le domaine de **l'énergie** et de **l'environnement**, mais qu'il n'y avait pas de formation en français dans ces domaines : agronomie, sciences de la terre, géologie, sciences environnementales, génie et ingénierie, énergies renouvelables, développement durable, etc.
7. Beaucoup de personnes s'interrogeaient sur l'absence d'une formation en **gestion culturelle/communautaire/santé**, étant donné l'importance de ces domaines en contexte minoritaire. Il existe un programme d'études avancées en gestion des services de santé et des services communautaires, livré en ligne, et offert conjointement par le Collège communautaire du Nouveau-Brunswick, La Cité collégiale, le Collège Boréal et l'Université de Saint-Boniface. Le CSJ pourrait se joindre à ce programme.
8. Un autre domaine mentionnée souvent par les participant.e.s est le domaine **correctionnel**, avec des formation en prévention du crime, les techniques policières, le service frontalier, les inspecteurs agroalimentaires, les gardes de sécurité et également le **service social** – ce dernier pouvant être décliné au collégial et au niveau universitaire.

Il va sans dire que pour certaines formations, comme celles en droit, la création de partenariats avec d'autres institutions constituait une condition préalable prévue explicite.

Une majorité de participants a souligné, de façon directe et indirecte, la pénurie de formations à court terme qu'on retrouve partout ailleurs, autant dans les autres institutions en contexte minoritaire que les universités anglophones ou celles du Québec : **certificats, cours spécialisés, micro-formations, éducation continue, mises à niveau**, etc.

### **AUGMENTER L'OFFRE À DISTANCE**

Bon nombre de participant.e.s ont salué la création de **Campus Satellites** par le CSJ et l'importance de les multiplier. Cependant, on souligne plusieurs défis à résoudre pour permettre cette croissance : assurer une **meilleure infrastructure** technologique, un meilleur **service d'appui technique**, une **promotion mieux ciblée** dans les régions où l'offre existe déjà, et l'ajout de **souplesse** dans l'offre, i.e. non seulement des cours en ligne et hybrides, mais également un pressant besoin de cours asynchrones. On suggère également de permettre aux étudiant.e.s d'Edmonton de pouvoir s'inscrire à certains cours en ligne.

### **RELATIONS COMMUNAUTÉ – CSJ ET RECRUTEMENT**

*Le recrutement est aussi une responsabilité communautaire.*

Cette intervention résume bien la position de la majorité des participant.e.s

De tous les sujets discutés durant la journée de réflexion communautaire sur le postsecondaire en français, celui de la **nécessité pour les conseils scolaires et le CSJ de travailler ensemble** de façon beaucoup plus étroite est celui qui est revenu le plus souvent. On a parlé d'une situation de crise, alors que moins de 3% des élèves diplômés des écoles françaises de la province s'inscrivent au Campus Saint-Jean.

On indique que la plupart des conseillers et conseillères scolaires ne connaissent pas les programmes offerts au CSJ et n'en font pas la promotion. Il devrait y avoir un arrimage entre les deux acteurs, et une promotion beaucoup plus active, ciblée et qui commence dès la 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> année. Les parents des enfants inscrits dans ces écoles doivent également être mieux informés des avantages d'une éducation postsecondaire en français.

La question des **stages** en milieu de travail/communautaire a aussi été amplement discutée. L'apprentissage expérientiel, en plus de bonifier l'enseignement traditionnel, permet d'approfondir le sentiment d'appartenance communautaire et identitaire des étudiant.e.s du CSJ. C'est un outil puissant de développement et de participation à l'épanouissement de la minorité. Dans ce même esprit, on a suggéré le développement de programmes de mentorat, de partenariat avec des organismes qui oeuvrent dans des domaines connexes à celui du CSJ, comme FJA, la FPFA, le centre Guy Lacombe et bien d'autres.

### **VIE ÉTUDIANTE**

Quand la thématique portant sur la vie étudiante a été abordée, 4 sujets ont dominé les discussions :

1. Le besoin de ramener le poste **d'animation culturelle** et le **camp FUN 101**. Un très grand nombre d'anciens et anciennes du Campus ont témoigné de l'apport essentiels de ces éléments de la vie étudiante dans leur cheminement identitaire.

2. L'importance de créer des **initiatives** entre le milieu étudiant et le milieu communautaire, et de mieux **coordonner l'information** sur les activités existantes dans les deux milieux. Il est vital que le corps étudiant connaisse l'histoire de la francophonie albertaine, ses luttes, ses bons coups pour saisir l'importance de l'éducation postsecondaire en français.
3. Il serait pertinent d'améliorer la **transition** entre le secondaire et le postsecondaire par un meilleur encadrement des élèves à leur arrivée au CSJ : explication du processus d'inscription, des prérequis des programmes, une information plus active des possibilités d'aide financière et une offre de formation sur la gestion du temps.
4. La nature du corps étudiant est en changement, et l'appui doit refléter ce changement : les **nouveaux arrivants** et les étudiant.e.s **adultes** sont de plus en plus nombreux. Leurs besoins sont très différents de ceux des étudiant.e.s traditionnel.le.s, et le CSJ aurait avantage accélérer son adaptation.

### **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

Lors des discussions portant sur la promotion et la publicité, un premier constat s'est imposé : il existe des mythes éliminer concernant le CSJ, comme celui qui prétend que la qualité de l'éducation est moins bonne CSJ qu'au Campus Nord. Un bref sondage des diplômés démontre à quel point ce mythe est faux. Mais il y a un immense travail de promotion à faire auprès des conseils scolaires français et anglais, des parents et des élèves pour corriger cet état de fait. On recommande d'orienter la publicité beaucoup plus vers les médias sociaux qui dominent la vie des jeunes alors que les médias traditionnels ne les rejoignent pas. On souligne également que l'Université de l'Alberta a rôle beaucoup plus important à jouer dans la promotion du CSJ que ce qu'ils font présentement.

### **BESOINS DE DONNÉES**

Un grand nombre de participant.e.s a souligné la nécessité d'obtenir plus d'information afin de pouvoir assurer une prise de décision éclairée dans plusieurs domaines. Ce besoin de données devrait certainement mener à des initiatives de sondages et de recherche dans tous les domaines abordés.

## PARTIE 2 : RÉPONSES DÉTAILLÉES AUX QUESTIONS DES TROIS THÈMES

### THÈME 1 : LES PROGRAMMES

Q1. *Quels sont les besoins en formation postsecondaire ? Quelles sont les opportunités manquantes dans l'Ouest canadien ?*

Q2. *Est-ce que les programmes actuellement offerts en français dans l'Ouest canadien répondent aux besoins ? Sinon, pourquoi ?*

Q3. *Quels programmes devraient être développés dans l'Ouest canadien (universitaire, collégial et formation continue) ?*

Q4. *Est-ce qu'il y a des programmes disponibles en anglais dans l'Ouest canadien qui devraient être développés en français ?*

Q5. *Est-ce qu'il y a des programmes disponibles en français ailleurs au pays et qui devraient exister dans l'Ouest canadien ?*

### BESOIN DE DONNÉES

Nombreux ont été les participant.e.s qui ont souligné l'importance d'effectuer des sondages, des enquêtes et des collectes de données afin d'avoir une meilleure idée des besoins – et désirs – des différents groupes potentiels : élèves du secondaire, nouveaux arrivants, personnes déjà actives dans le monde du travail, que ce soit au niveau universitaire, collégial ou en formation continue, sans oublier les besoins des personnes résidant en région.

### AMÉLIORATIONS À APPORTER À LA FAÇON DE FAIRE ACTUELLE

La question de la **pénurie de partenariats** est celle qui revient le plus souvent dans les doléances de cette catégorie. Partenariats avec **d'autres institutions**, avec les **organismes communautaires**, avec les **conseils scolaires** et enfin avec les **entreprises francophones**. On demande plus de stages et des stages plus variés.

Autre question liée aux stages est celle de l'**apprentissage expérientiel**, qui est virtuellement absent de l'offre actuelle. Que ce soit par le bénévolat, l'implication communautaire ou la participation à des projets d'entreprises, on considère que ce mode d'apprentissage aurait avantage à être plus exploité. Un corollaire de ce type d'apprentissage serait le développement de **programmes de mentorat**, au sein du CSJ comme à l'externe.

### BESOINS DES RÉGIONS

Manque criant de formations disponibles en dehors d'Edmonton. On se félicite de la création de Campus satellites (Calgary, Grande-Prairie, etc.) mais on souligne l'importance d'élargir considérablement le nombre de ces initiatives, et d'effectuer une promotion beaucoup plus efficace de ces services auprès des populations locales. Outre les campus satellites, l'offre de formation en ligne est également une façon de combler les besoins. On a souligné la nécessité d'offrir des formations asynchrones, que les gens peuvent suivre selon leur disponibilité. On suggère de s'inspirer du modèle de l'Université Athabasca, qui offre toutes ses formations à distance.

## NIVEAU UNIVERSITAIRE

Le besoin qui a été identifié le plus souvent est **l'informatique**. On parle de programmation, de nouvelles technologies, d'intelligence artificielle (IA), de cybersécurité, de *Machine Learning*. On déplore l'absence de toute formation en français dans le domaine.

Un autre besoin souvent mentionné est dans le domaine de **l'éducation**, non pas la formation des enseignants, mais toutes les carrières périphériques : **aide-élèves, aide spécialisée, orthophonie, orthopédagogie, aide pédagogique, adaptation scolaire, récréologie, animation culturelle**, etc. Reste à déterminer si ces formations se retrouvent au niveau universitaire ou collégial. On mentionne également qu'il y aurait lieu d'augmenter les admissions au baccalauréat en éducation.

Parmi les besoins prioritaires, on retrouve les formations juridiques : bac en **droit**, *Common Law* en français. C'est l'occasion pour beaucoup de participant.e.s d'insister sur l'importance des collaborations entre universités pour offrir ce programme.

Plusieurs mentions des besoins en **communications, journalisme, marketing, comptabilité et gestion des ressources humaines**. On suggère également l'offre d'une formation en communication avec une 'lentille minoritaire francophone' : comment créer et diffuser des messages en français.

Plusieurs mentions de besoins accrus en sciences de la **santé** : **médecine, psychologie, physiothérapie, formation de thérapeutes**, formations en **counselling, télémédecine**.

Plusieurs personnes ont indiqué que les forces de la province se retrouvent dans le domaine de l'énergie et de l'environnement, mais qu'il n'y avait pas de formation en français dans ces domaines : **agronomie, sciences de la terre, géologie, sciences environnementales, génie et ingénierie, énergies renouvelables, développement durable**, etc.

## NIVEAU COLLÉGIAL

Le plus grand nombre de commentaires touchant au collégial font état d'une lacune importante dans la formation des **métiers** en français : **plomberie, charpenterie, soudure, menuiserie**, etc. On souligne qu'il existe de très nombreux exemples en anglais d'écoles secondaires qui offrent des cours en **double crédits**, et du besoin d'offrir un programme **de Sceau Rouge (Red Seal)** en collaboration avec les écoles secondaires francophones. On donne l'exemple du Collège Mathieu (Sask) qui offre une formation en soudure, et qui reçoit 80 inscriptions chaque année.

Un autre domaine mentionné souvent par les participant.e.s est le domaine **correctionnel**, avec la **prévention du crime**, les **techniques policières**, **le service frontalier**, les **inspecteurs agroalimentaires**, les **gardes de sécurité** et également le **service social** – ce dernier pouvant être décliné au collégial et au niveau universitaire.

Beaucoup de mentions de formation dans les carrières périphériques au droit : **technique juridique, médiation, parajuristes, greffiers**, etc.



Les formations en **gestion des RH, marketing, gestion de la clientèle et comptabilité**, mentionnées dans la catégorie Universitaire, pourrait alternativement être offert au niveau collégial.

En ce qui concerne le programme de **Nursing**, on souligne qu'il n'y a pas assez de places offertes et que les conditions d'admission sont trop strictes. On suggère également l'ajout de formations en français pour *Licensed Practical Nurse* et infirmières auxiliaires.

En ce qui a trait au programme actuel en **petite enfance**, on déplore le fait qu'il ne soit pas accessible aux gens **en régions** surtout pour les niveaux 2 et 3, et qu'étant donné le fait qu'il y a beaucoup d'étudiants adultes, il devrait y avoir plus de **flexibilité** dans l'offre de cours (soir, fin de semaine, etc.)

#### FORMATION CONTINUE

On retrouve de nombreuses doléances concernant l'absence de formations plus courtes en français, du genre qu'on retrouve dans les services de formation continue dans de multiples domaines comme la **gestion des RH, EDI, Micro-formations**, etc. On souligne l'apport de la formation continue en tant que lieu de **socialisation, d'intégration** des nouveaux arrivants, **d'attachement communautaire** à l'institution et de **véhicule promotionnel** de l'institution au sein de la communauté.

## THÈME 2 : EXPÉRIENCE ÉTUDIANTE

Q1. Quels sont des éléments fondamentaux qui doivent faire partie de la vie étudiante afin de permettre un accroissement du sentiment d'appartenance à la francophonie ?

Q2. Quels sont les services qui doivent exister en appui aux étudiants et étudiantes dans des programmes postsecondaire en français et/ou bilingues ?

Q3. Quelles sont les opportunités académiques et/ou professionnelles qui devraient être offertes aux étudiants et étudiantes dans des programmes postsecondaire en français et/ou bilingues ?

Q4. De quelle façon la communauté peut-elle appuyer davantage ces étudiants et étudiantes (bourses, stages...) ?

### ÉLÉMENTS DE LA VIE ÉTUDIANTE POUR UN SENTIMENT D'APPARTENANCE

Le commentaire qui revient le plus souvent de la part des participants dans cette thématique concerne l'importance que revêt la présence au CSJ d'une personne dont l'unique tâche est **l'animation culturelle**. Bon nombre d'anciennes et d'anciens du CSJ présents à la journée de réflexion témoignent de la grande influence de l'animation culturelle lors de leur passage dans l'institution, et du **Camp Fun 101**, deux éléments qui ont disparu du CSJ dans les dernières années.

Plusieurs participant.e.s indiquent que le corps étudiant doit **mieux connaître** la francophonie albertaine, son histoire, ses luttes, et **l'importance de participer** à la **vie culturelle et sociale** non seulement du CSJ mais aussi de la communauté élargie, par l'entremise de **bénévolat**, de **stages** et **d'apprentissage en milieu de travail**. Comme le disait bien un commentaire, *'les étudiants doivent se sentir des acteurs, pas seulement des observateurs de la vie communautaire.'* C'est une façon de **mieux souligner l'avantage** d'étudier et de vivre en français, tout comme l'organisation de **rencontres culturelles et sociales** et de **collaborations plus étroites** entre le corps étudiant et les organismes comme **FJA**, voire même organiser des activités au CSJ ou **la communauté élargie est invitée**. On mentionne à plusieurs reprises que les contacts personnels et authentiques doivent être constants.

Cette relation entre la communauté et le CSJ doit être renforcée par une **meilleure communication** des activités respectives du Campus et des organismes par des **rencontres**, des **calendriers** et, finalement, en étant conscient que pour beaucoup de nouveaux étudiants, il y a un **'trou'** dans leur vie étudiante **causé par la pandémie**.

### APPUI NÉCESSAIRE AUX ÉTUDIANT.E.S DU POSTSECONDAIRE

Une majorité de personnes ont indiqué qu'un appui plus important en santé mentale serait nécessaire.

En deuxième lieu, ce sont les considérations technologiques qui ont le plus retenu l'intérêt des participant.e.s. Appui informatique afin d'utiliser **l'intelligence artificielle** de façon **éthique**, appui informatique aux **nouveaux arrivants**, service **d'appui technologique** accru pour les **campus satellites** et, finalement, l'offre de **cours asynchrones** sont les suggestions offertes.

Plusieurs commentaires portaient sur la nécessité d'offrir une **meilleure transition entre le secondaire et le postsecondaire** : améliorer **l'aide à l'inscription** et la connaissance des

prérequis, plus de **services d'orientation**, l'offre de **formations** sur le **stress** et la **gestion du temps**, plus d'aide pour **identifier les opportunités financières** et un service de **placement d'emploi**.

Une constante se retrouve dans les réponses un peu partout : il faut mieux desservir la **population étudiante mature** et les **nouveaux immigrants**. Les besoins des étudiant.e.s qui ont des familles et parfois des emplois à temps plein sont très différents de ceux des jeunes qui arrivent du secondaire. **Appui pour la famille (garderie, activités familiales, cours offerts le soir et le week-end, etc.)** et pour naviguer les programmes gouvernementaux pour étudiants qui font souvent preuve d'âgisme (destinés aux moins de 30 ans.) En ce qui concerne les nouveaux arrivants, de meilleurs programmes **d'accueil et d'intégration** ainsi qu'un appui à la **formation linguistique en anglais**.

#### OPPORTUNITÉS ACADÉMIQUES ET PROFESSIONNELLES

**Stages, stages, stages.** Le mot a été décliné de toutes les façons et dans toutes les questions de la journée. Plus de stages, rémunérés ou non. Important besoin d'accroître **l'apprentissage expérientiel** offert au CSJ. Dans toutes les **disciplines**, dans les **organismes** et les **entreprises**, en **ville** et en **région**.

Accroître la **mobilité étudiante**, les opportunités de **voyage** et **d'échanges**, dans la **province**, **ailleurs au pays** et **partout dans le monde**. Échanges et collaborations avec d'autres institutions postsecondaires.

La question financière a été soulevée à de nombreuses reprises. Les étudiant.e.s ont besoin d'emplois d'été, de bourses pour les francophones mais aussi pour ceux et celles qui proviennent de l'immersion.

La question du test de placement linguistique **DEL F** a soulevé beaucoup de commentaires négatifs : **inapproprié, mauvaise qualité sonore, accents de France, générateur d'insécurité linguistique, coûteux** s'il on doit le passer après l'inscription, les avis sont unanimes : c'est un test dont on voudrait qu'il disparaisse, qui n'est pas utilisé dans beaucoup d'autres institutions postsecondaires, et il s'agit d'une **barrière à l'accès** dont on pourrait facilement se passer.

#### APPUI COMMUNAUTAIRE AUX ÉTUDIANT.E.S

La forme d'appui la plus populaire pour les participant.e.s était l'octroi de **bourses**, mais en cherchant à améliorer l'équilibre en bourses pour francophones et bourses pour personnes issues de l'immersion.

Venaient ensuite l'offre de **mentorat** et de **parrainage** professionnel, ainsi qu'un rôle plus actif des anciens dans l'appui aux étudiant.e.s.

## THÈME 3 : BARRIÈRES, PROMOTION ET RECRUTEMENT

Q1. Comment diminuer les barrières à l'accès à l'éducation postsecondaire en français et/ou bilingue ?

Q2. Comment améliorer le recrutement dans les programmes postsecondaires en français et/ou bilingues ? Quelles seraient des façons différentes et/ou supplémentaires de promouvoir les études postsecondaires en français et/ou bilingues ?

Q3. Quels rôles les écoles francophones, les écoles d'immersion française et/ou la communauté devraient-ils jouer pour favoriser la poursuite d'études postsecondaires en français et/ou bilingues ?

Q4. Comment faciliter la transition entre le secondaire et le postsecondaire en français ? Comment faciliter les retours aux études ?

### BARRIÈRES

Encore une fois, la **question financière** fait l'unanimité. Les frais de scolarité élevés, jumelés à l'augmentation du coût de la vie, y compris l'augmentation du prix des résidences, constituent une première barrière à l'accès au postsecondaire. On suggère d'accroître le nombre de bourse, de mieux promouvoir l'existence des bourses déjà existante, et de mieux informer les futurs étudiants – y compris les étudiants adultes et les nouveaux arrivants – des possibilités d'aide financière.

### FACILITER LA TRANSITION SECONDAIRE/POSTSECONDAIRE

Plusieurs mesures sont proposées : diminuer le temps d'attente entre demande d'admission et réponse, faciliter l'évaluation linguistique, éliminer le DELF et offrir une meilleure reconnaissance des acquis des personnes venant d'ailleurs.

### MEILLEURE PROMOTION

Il y a des mythes associés au CSJ, comme celui que l'éducation y est moins bonne qu'au Campus Nord. Il faut faire plus de publicité par une utilisation accrue des médias sociaux, une meilleure promotion des services et créer un site web dynamique. On suggère également que l'Université de l'Alberta devrait offrir plus d'appui promotionnel au CSJ, et mieux distinguer les messages entre les deux.

### PROBLÈMES DE L'OFFRE ACTUELLE

Plusieurs personnes indiquent qu'il faut élargir l'offre de programme autant au niveau universitaire qu'au niveau collégial, et offrir de nouveaux programmes qui soient accrocheurs et tiennent mieux compte des besoins des étudiants et de la communauté.

### RECRUTEMENT

Une très grande majorité de participant.e.s répètent le même message : il est impératif qu'il y ait une collaboration beaucoup plus étroite entre le CSJ et les conseils scolaire. Il faut sensibiliser les élèves beaucoup plus tôt, dès la 7<sup>e</sup> année, sur les possibilités d'étudier en français au postsecondaire. Les orienteurs scolaires doivent être inclus dans les discussions et doivent être mieux informés des possibilités, des critères d'admission, de l'appui financier disponible, etc. Des partenariats sont à établir avec tous les intervenants communautaires qui peuvent participer à l'effort de recrutement : FJA, FPFA, ACFA, entreprises francophones, Centre Guy Lacombe, gens

d'affaires, professionnels, etc. Comme une personne le résume bien, *'le recrutement est aussi une responsabilité communautaire.'*

L'ACFA tient à remercier le ministère du Patrimoine canadien qui a rendu possible la journée de réflexion communautaire du 2<sup>e</sup> Sommet sur l'éducation postsecondaire de langue française en Alberta, grâce à l'appui financier de son Fonds stratégique.